Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 25 (2009)

Rubrik: Chroniques

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

CHRONIQUES

À LA RECHERCHE DES TRACTS PERDUS

Le CARU (Comité d'action pour la réforme universitaire) a troublé, durant l'année 1968, la tranquillité de «Neuchâtel, petite ville rangée» (pour reprendre le titre d'un ouvrage du caricaturiste neuchâtelois Marcel North). Mais il n'a malheureusement pas laissé beaucoup de traces (imprimées).

À sa décharge, le CARU n'avait pas pignon sur rue, il ne disposait ni d'un local, ni d'un secrétariat. L'archivage n'était pas sa préoccupation première.

Et le temps passe... Pour le 40e anniversaire de Mai 1968, la rédaction d'un journal de gauche sollicite votre serviteur: «Fais-nous un article sur Mai 68 à Neuchâtel». Et la recherche de la documentation commence...

Première étape: le fonds d'archives (cote 6R) de la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel (BPUN), à l'époque Bibliothèque de la Ville. Résultat des courses: néant... ou presque. Sous la rubrique «CARU», ne figure que le texte d'une intervention iconoclaste de ce mouvement, le 1er août 1968.

Par bonheur, la BV-BPUN conserve la collection intégrale de la *Voix Ouvrière*, journal (alors quotidien) du Parti suisse du travail (PSdT-POP). Durant l'année 1968, on trouve dans la rubrique neuchâteloise des articles sur la contestation estudiantine et les textes intégraux des tracts du CARU (ceux-là même qui ont échappé à la Bibliothèque de la Ville). Merci donc à la *VO*...

Ceci dit, le temps passe. Il est pour ainsi dire moins une (car le papier est chose fragile...). Les ex-membres du CARU (qui n'ont point procédé au «rangement vertical» qu'induit bien souvent un changement de domicile) contribueraient utilement à la préservation de la mémoire historique en déposant ces textes à la BPUN (et en scannant une copie pour l'AEHMO). Merci d'avance.

Hans-Peter Renk, bibliothécaire militant

Quart de Siècle

Michel Busch

Notre collection de cahiers historiques a 25 ans, qui l'eût cru? Le numéro 1 paraît en novembre 1984, mais le président qui rédige une présentation de notre association n'indique pas d'où vient ce nouveau-né. Il est là, sans cause ni justification, sans parents, sans baptême, apatride, véritable prolétaire! Il faut attendre l'éditorial du *Cahier 3* pour que Pierre Jeanneret écrive: *(L'AEHMO) publie chaque année un CAHIER D'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER.*

Créée en 1980, l'association avait comme premier souci la conservation des documents réunis par Roland Rapaz et les autres organisateurs de l'exposition pour le cinquantenaire du Cartel syndical vaudois. Il s'agissait aussi de rédiger des statuts et de renouer avec l'ambition des historiens qui, de 1968 à 1971, avaient édité quatre cahiers de bibliographie de l'histoire du mouvement ouvrier. Quand ces objectifs sont atteints, Pierre Jeanneret reprend la présidence et il songe surtout à organiser des conférences-débats en réunissant autour d'une même table des historiens et des témoins du passé. En 1982 le thème retenu est le parti communiste de son interdiction à sa renaissance à la fin de la guerre, puis l'année suivante une manifestation plus importante, une controverse sur la gauche vaudoise dans l'après guerre. Pierre Graber, André Muret, Emile Depierraz, Gaston Cherpillod en étaient les figures les plus notoires, mais, hélas, la journée d'étude n'attira qu'une petite quinzaine de personnes dont le nombre se réduisit au cours des heures.

Dépité par cette misérable participation, et décidé à ne pas renouveler l'expérience, Pierre Jeanneret lance le premier cahier après en avoir brièvement parlé à l'AG de 1983. Le premier numéro de 52 pages comprend une présentation de l'association et celle du fonds d'archives, deux articles, ainsi qu'une orientation bibliographique. Composée et imprimée en offset par un atelier protégé, la brochure est vendue 5 francs et bien sûr adressée aux membres de l'association. À l'exception du Cahier 5, les six premiers numéros sont réalisés sous la responsabilité de Jeanneret qui obtient le concours d'historiens amateurs dont le plus fidèle fut Claude Cantini, qui rassemble des souvenirs de militants, comme l'ancien secrétaire syndical Adrien Buffat, ou des études d'historiens déjà spécialisés en histoire sociale, comme Marc Vuilleumier. Quant au *Cahier 5,* il s'agit d'un livre de 250 pages consacré à l'origine des partis socialistes romands, en liaison avec le centenaire du PSS. Le rédacteur de ces lignes a coordonné le travail et, parmi la dizaine des contributeurs, trois jeunes auteurs rejoignent le

comité qui, sous la présidence de Pierre Chessex, formera l'équipe rédactionnelle des cahiers 7 à 12.

Ces derniers demeurent un mélange de témoignages et d'articles historiques, mais la fabrication change. Imprimés par l'éditeur Michel Glardon et diffusés en librairie, ils revêtent la jaquette blanche et noire. Le comité se réunit plus fréquemment, travaille plus collectivement et augmente le tirage et la pagination de la revue. Toutefois le *Cahier 8* reste squelettique à notre confusion éternelle, et les 11 et 12 sont jumelés, cela étant dû à l'Affaire des fiches qui a suscité un colloque avec la chaire d'histoire contemporaine de l'Université de Lausanne, puis la publication de ses acta, *Cent ans de police politique en Suisse 1889-1989,* AEHMO et Éditions d'en bas. Cet ouvrage est le premier des quelques titres issus de nos collaborations avec d'autres associations ou instituts. Ces livres sont également adressés gratuitement à nos membres, comme vient de l'être *Mourir en manifestant* en 2008, et ces années-là, la modeste cotisation associative est donc pleinement comblée.

Disons encore un mot de l'orientation bibliographique. Guy Saudan avait repris la tâche dans les premiers volumes, tout en la limitant aux seuls ouvrages publiés, les thèses et les mémoires de lettres, alors que dans les années 68-71 la recherche s'étendait aux revues et aux hebdomadaires. L'entreprise est ensuite continuée par Alain Clavien et François Vallotton, mais parallèlement s'affirme la volonté de signaler quelques ouvrages majeurs ou reçus à notre adresse, et d'en faire la critique. Considérant qu'à l'âge d'internet la bibliographie traditionnelle perd de son intérêt, nous abandonnons notre chronique tout en maintenant nos comptes rendus, non sans que Brigitte Studer et François Vallotton ne publient *Histoire sociale et mouvement ouvrier/Sozialgeschichte und Arbeiterbewegung 1848-1998*, Éditions d'en bas & Chronos. Cet important bilan historiographique réalisé par quinze spécialistes, que nous appelions entre nous avec fierté et ironie « la très grande bibliographie », n'empêcha pas l'expression de quelques regrets repris à l'une ou l'autre de nos AG par nos pionniers vénérables.

La troisième phase commence avec la parution des premiers volumes à thème, la Suisse et la guerre d'Espagne, Mémoire et Histoire, Archives d'entreprises…, sous la direction de Charles Heimberg, le comité s'étant enrichi de nouveaux complices venus du bout du lac, sans omettre l'arrivée de Marianne Enckell qui reprend la mise en page et propose dès le numéro 18 d'inscrire au dos de l'ouvrage le thème étudié. Ainsi la revue s'est donc métamorphosée en livre, facilement identifiable sur les rayons d'une bibliothèque !

En 2000, Charles Heimberg rédige dans la *Revue Suisse d'Histoire* (vol. 50, p 499-504) une présentation éclairante de nos *Cahiers*, *Le cas d'une revue*

intermédiaire: les Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier. Pour lui, cette revue d'histoire sociale est intermédiaire pour quatre raisons que je résume brièvement. Elle n'est ni nationale, ni cantonale, mais émane d'une association spécifique. Elle traite du mouvement social, mais dans un sens large et sans esprit célébratif. Son originalité est de regrouper des études d'historiens «qualifiés» et des travaux d'historiens «amateurs». Elle n'est pas un organe académique et ne dépend pas d'organisations syndicales ou d'un parti politique. Cette indépendance et ce caractère «intermédiaire» lui confèrent donc une originalité, mais il faudrait que sa base associative s'élargisse encore. La cotisation à 25 francs sera-t-elle encore longtemps suffisante et quel apport lui apportera notre récent site internet?

Le comité choisit à l'avance des propositions thématiques qui sont ensuite discutées à l'AG. Ensuite un ou deux responsables sont désignés pour prendre en charge le dossier, les autres membres du comité s'occupant d'éventuels autres articles, de la rédaction des comptes rendus et du lectorat. Citons quelques exemples et que ceux que j'aurais oubliés ne m'en veuillent pas à merci. Outre les nombreux numéros pilotés par le président, Laurent Tissot a conduit le volume *Archives d'entreprise,* puis *Histoires de travail. L'héritage culturel* fut dirigé par Alain Clavien, *Solidarités internationales* par Stefanie Prezioso et Jean-François Fayet, *Sport ouvrier* par Gianni Haver et l'ouvrage que vous lisez est dû aux bons soins de Patrick Auderset et Bruno Corthésy. Le *Cahier 26* sera centré sur la justice bourgeoise, et les suggestions thématiques s'affrontent encore pour 2011, 2012, 2013...

Cependant par ces temps où le néolibéralisme prétend établir aujourd'hui un bilan sur ses prétendus hauts faits et ses éventuels méfaits, où ses apologistes implorent l'État, déplorent, pour l'heure, l'excès d'individualisme, l'égoïsme, la spéculation, la déréglementation ou l'inégalité croissante entre les privilégiés et la masse des salariés, que de bonnes raisons pour que se développe une revue associative, indépendante, critique, ouverte aux laissés pour compte, prompte à saisir dans les archives l'utilité de l'histoire. En a-t-il pris conscience, celui ou celle qui devra écrire dans le numéro 50 le *Demi-siècle des Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*?

M. B.

Hommage à Sylvain Goujon

Dans les années 1950, un extra-terrestre, svelte à la noire chevelure bouclée, hantait sur le coup de midi la Place Saint-François à Lausanne, où se rencontrait la jeunesse estudiantine. Il y vendait à la criée *Les Lettres françaises,* l'hebdomadaire d'Aragon. Il avait passé son bac à Thonon, où il avait été membre des Jeunesses communistes. Bellettrien, on le retrouvait le soir chahutant la théâtrale d'une société rivale. Au Tribunal fédéral, il est dans la tribune du public lors de l'infâme procès intenté au grand helléniste André Bonnard. Il a le sens de la répartie, du mot qui fait mouche. Lors d'une semaine à la gloire du cinéma soviétique il se lève au milieu d'un film redondant de poncifs – dégel, cerisiers en fleurs, institutrice détentrice d'une science vertueuse – et tonitrue en présence des représentants de l'ambassade soviétique : « Il faut beaucoup aimer l'Union soviétique et bien peu le cinéma pour rester ici plus longtemps ! » Amoureux en perpétuel renouvellement, il ne partage pas le cynisme de don Juan, car il aime les femmes, simplement, avec un machisme moindre par rapport à ses contemporains.

Appliqué à « déjouer les pièges de la bourgeoisie » comme il aimait à le dire, volontiers provocateur, surgissant là où on ne l'attendait pas, maniant l'ironie comme une arme, il y avait quelque chose de Till l'Espiègle en lui.

Ces souvenirs datant de plus d'un demi-siècle me revenaient avec force en entendant le qualificatif utilisé par les amis plus jeunes de Sylvain, réunis un jour de fin janvier 2009 pour le dernier adieu : *magnifique*. Magnifique par le geste, la parole, la provocation, la générosité. À quoi j'ajouterai hors-normes, car il fut toujours difficile de le cataloguer, de lui coller une étiquette, sauf pour la Police fédérale et ses mouchards locaux à qui suffisait le terme générique de subversif. Rétif au carcan des partis et des factions, il était non pas anarchiste comme on l'a dit parfois, mais profondément libertaire.

Cet attachement à la liberté donne une cohérence à sa vie et à ses multiples combats[1]. Combats contre le colonialisme et l'impérialisme. Membre actif du Mouvement Démocratique des Étudiants il dénonce avec lui la guerre d'Algérie et son cortège d'horreurs, torture, massacres, déplacements forcés de populations, il participe à l'accueil d'étudiants algériens et d'insoumis français.

1 « Sylvain Goujon. De la libération des opprimés à la libération du cannabis », in Pierre Bavaud, Jean-Marc Béguin, *Le temps des ruptures,* Yens s/Morges, Cabédita, 1992 p. 79-93

Puis vient le temps du Vietnam, des manifestations contre la guerre impérialiste qu'y conduisent les USA avec ses crimes contre les populations civiles, ses bombardements, son napalm et ses défoliants. En novembre 1966, Sylvain prend une part active à la manifestation contre le navet belliciste de John Wayne, Commando au Vietnam, projeté au cinéma Athénée à Lausanne. La police intervient, matraque, blesse, interpelle, arrête. En 1997, Till l'Espiègle, devenu patriarche, racontera cet épisode dans le film de Jean-Stéphane Bron *Connu de nos services*[2].

En Angola la dictature de Salazar s'enfonce dans une cruelle guerre coloniale qui mènera à la «révolution des œillets» en 1974 et à l'indépendance de l'Angola en 1975. Goujon s'engage aux côtés des nationalistes angolais et séjourne un an en Angola en 1974/75. Il quitte le pays qui, sitôt l'indépendance obtenue, sombre dans une interminable guerre civile.

Il ne manquait pas de contempteurs qui le jugeaient un brin désordonné. En réalité, ce libertaire était méticuleux et organisé. C'est lui qui constitua les archives du MDE, aujourd'hui déposées dans le fonds AEHMO à Dorigny. Il a laissé chez lui de nombreux dossiers soigneusement classés et qui attestent de ses nombreux intérêts. Descendant d'un frère du conventionnel Jean-Marie-Claude-Alexandre Goujon, qui se poignarde avec cinq autres camarades, le 29 prairial an III, pour échapper au jugement inique qui vient de les condamner à mort, Sylvain consacre son mémoire de licence, en 1959, aux papiers de la famille Goujon, retrouvés chez un oncle. Puis, encouragé, aidé et accompagné par le professeur Jean-Charles Biaudet, il retrouve et ramène de Corse les papiers de Pierre-François Tissot, ami et beau-frère du conventionnel. Ces papiers sont conservés à la BCU de Lausanne et constituent, enrichis par d'autres acquisitions, le Fonds P.-F. Tissot. Ils comprennent notamment une *Vie de Goujon*. Cette biographie, accompagnée de nombreux documents inédits et assortie de notes et commentaires éclairants, fera l'objet d'une importante publication où éclatent l'érudition et le talent de Sylvain Goujon[3].

Vastes sont ses intérêts où l'on retrouve toujours son goût de la liberté. C'est dans leur petite cuisine où Marie-Blanche, sa compagne pendant plus de cinquante ans, et lui-même accueillaient jusqu'à une douzaine d'amis pour de joyeuses agapes, que fut fondée à Genève, en 1973, l'Association de Musique

2 Jean-Stéphane Bron, *Connu de nos services*, 1997

3 Françoise Brunel et Sylvain Goujon : *Les Martyrs de Prairial, textes et documents inédits*, Georg, Genève, 1992.

de Recherche, la fameuse AMR, à la suite d'une action menée à l'Hôpital psychiatrique de Bel-Air en soutien à un batteur de jazz enfermé[4].

Avec Laurent Duvanel, Goujon fonde *La Ligne verte,* «un bureau de renseignements écologiques et cannabiques»[5]. Ils écriront ensemble deux livres, le premier sur les additifs alimentaires, le second dressant un remarquable panorama de l'état écologique de la Suisse[6]. Il serait souhaitable qu'une nouvelle étude soit entreprise qui permettrait de mesurer les changements intervenus, en bien ou en mal, durant les quinze dernières années.

Épicurien, il découvrit les charmes du cannabis un peu avant 1968. Soucieux de bien marquer la différence entre le H et les drogues dures et d'en soustraire la vente aux trafiquants, il mena une lutte incessante pour en obtenir la libéralisation: dépôt, en 1981, d'une pétition aux Chambres fédérales, participation, lors des élections fédérales de 1987, à la campagne pour la «liste cannabis» à Genève, débat télévisé à la TSR en 1998 à propos de l'initiative «pour une politique raisonnable de la drogue» [7]. Si cette lutte connut des fortunes diverses, elle fut toujours menée dans le souci constant de la liberté, de cette *Liberté guidant le peuple* magnifiée par Delacroix dans son célèbre tableau qui servit d'affiche lors de la campagne de 1987. Cette lutte fut aussi citoyenne: en 2005, la commune de Veyrier refusa, sans donner d'explication, l'installation d'un stand pour la récolte de signatures en faveur de l'initiative fédérale pour la dépénalisation de la consommation de cannabis[8]. Sylvain recourut au Tribunal administratif, lequel condamna sèchement les autorités communales de Veyrier pour cette décision «grossièrement viciée» et qui avait «violé les droits constitutionnels de Sylvain Goujon». Cela paraîtra peut-être anecdotique mais est symbolique de ce que fut Sylvain Goujon: un citoyen libertaire et magnifique.

Bernard Antenen

4 Jean Firman in *Viva la Musica,* mensuel de l'AMR, mars 2009.

5 Laurent Duvanel in *Viva la Musica,* mars 2009.

6 Sylvain Goujon, Laurent Duvanel, *Additifs alimentaires, Souvent superflus, parfois bienvenus,* Georg, Genève, 1987. Laurent Duvanel, Sylvain Goujon, *Miroir écologique suisse '95,* Zoé, Genève, 1994.

7 http://archives.tsr.ch/dossier-haschich

8 Cette initiative fut largement refusée par le peuple en novembre 2008.

La coopération, part du pauvre de la mémoire ouvrière

Charles Heimberg

À l'époque de l'affermissement du mouvement ouvrier, soit au temps des Première et Deuxième Internationales, la trilogie ouvrière comprenait non seulement des chambres syndicales et des partis politiques mais aussi des structures coopératives. Celles-ci étaient particulièrement diverses, de la coopération de production à la coopération de consommation, des constructions les plus utopiques à des réalisations concrètes jalonnant la vie ouvrière de tous les jours. Cependant, en Suisse, contrairement aux syndicats et aux partis, et à l'exception notable d'une structure coopérative de consommation d'inspiration bourgeoise qui survit de nos jours sous la forme d'une grande chaîne de distribution, cet aspect de la vie ouvrière est aujourd'hui largement, et injustement, oublié.

Entre utopie et vie quotidienne, disions-nous. C'est bien là, en effet, un aspect notable de cette coopération multiforme. Elle peut s'inscrire aussi bien dans le temps très long de l'aspiration à un profond renouvellement sociétal que dans le temps très court d'une survie économique immédiate. Ainsi, l'auto-organisation coopérative peut se déployer dans l'un comme dans l'autre. En général, quand elle s'affirme de nature socialiste, elle associe les deux dimensions dans une même structure, comme c'était le cas, à Genève, du Cercle coopératif communiste fondé en 1905 par le socialiste Adrien Wyss: alors qu'il s'efforçait de fournir du pain bon marché à ses sociétaires ouvriers, et compte tenu de son opposition au principe de la simple ristourne, il y incluait d'emblée le droit à une modeste assurance-maladie qui garantissait un petit revenu journalier en cas de nécessité. En revanche, la coopération bourgeoise plus traditionnelle, qui était de nature philanthropique, agissait sur les prix des biens de consommation courants, mais retournait ses profits à ses sociétaires sous la forme d'une ristourne, sans jamais les socialiser.

La notion de coopération recouvre donc de fait toutes sortes de pratiques collectives qui vont de la distribution sans intermédiaire de marchandises de première nécessité à la production de biens de consommation, de la mise à disposition de crédits accessibles pour les milieux modestes à la prévoyance mutualiste des besoins consécutifs à la maladie, aux accidents ou à la vieillesse. Elle peut donc concerner le monde paysan comme le monde ouvrier. Elle dépend par ailleurs de caractéristiques régionales[1]. Mais surtout, elle recouvre

des pratiques sociales et des univers mentaux qui ne sont plus vraiment dans l'air du temps. Et qu'il vaut donc la peine de mieux faire connaître.

Le 29 novembre 2008, La Fraternelle de Saint-Claude, dans le Jura français, organisait une journée de rencontres et d'échanges sur la mémoire coopérative et mutualiste. L'hétérogénéité des quelques structures coopératives, au sens large du terme, qui ont été présentées ce jour-là est assurément significative : des archives électroniques de mutuelles, une bibliothèque de documentation sociale, un palais social fraîchement rénové, des réseaux de distribution, etc. Cette diversité marque à la fois les limites d'un mouvement de pensée et d'action sociale qui se présente comme très éclaté et la richesse potentielle des imaginaires collectifs qui l'ont développé concrètement. Mais la construction de son histoire et de sa mémoire ne va pas de soi, loin s'en faut.

> « C'est que deux difficultés s'opposent à l'avancée de cette historiographie, et elles sont paradoxalement contradictoires. L'une tient à l'intérêt insuffisant porté par tout mouvement d'action à la réflexion sur cette action [...], l'entretien de sa mémoire collective lui paraît un luxe et parfois une gêne. [...] L'autre raison serait inverse, car elle tiendrait plutôt à un intérêt excessif, celui qui en tout mouvement conduit à produire une histoire de son passé à l'image de sa conjoncture présente [...]. »[2]

L'histoire du mouvement coopératif est donc peu connue par ce fait même que ses acteurs ne sont pas naturellement enclins à la promouvoir, mais aussi sous l'effet de cette complexité de la nébuleuse de secteurs et de pratiques qui la caractérisent en lui donnant un aspect éclaté. Les pratiques coopératives ont concerné toutes sortes d'activités. Mais qu'est-ce qui les a rassemblées ? Tout d'abord, elles sont apparues dans le contexte de l'émergence de la « question sociale », des effets sociaux dévastateurs des processus d'industrialisation des XVIIIe et XIXe siècles. Face à eux, différents acteurs de l'économie sociale ont imaginé des solutions à ce problème crucial et inquiétant pour la pérennité même de l'ordre sociétal, des solutions qui étaient de toute nature, interclassistes ou socialement profilées, plus ou moins coercitives ou libertaires.

Dans la région de Manchester, les Équitables pionniers de Rochdale, un groupe de tisserands qui désiraient améliorer leurs revenus au cours des années

1 Comme c'est le cas par exemple de la Franche-Comté, terre de prédilection de la production laitière au sein d'un réseau de fruitières, mais aussi région d'origine de coopérateurs et d'utopistes, sans même parler de l'École de Saint-Claude dont il est question ci-dessous.

2 Henri Desroche, *Le Projet coopératif. Son utopie et sa pratique, Ses appareils et ses réseaux. Ses espérances et ses déconvenues*, Paris, Éditions Ouvrières, 1976, p. 32-33, cité dans l'appel à la journée du 29 novembre 2008 à Saint-Claude.

1840, font figure de précurseurs et d'emblème des principes coopératifs les plus significatifs. Pour assurer leur prospérité, ils n'ont pas choisi la lutte pour le suffrage politique, avec les Chartistes, ni la grève générale, mais ils ont cherché à contourner à la fois les négociants, qui rendaient inaccessible l'accès aux matières premières par des prix surfaits, et les manufacturiers, qui ne leur proposaient que de maigres salaires. C'est ainsi qu'ils sont parvenus à s'approvisionner et à produire eux-mêmes leurs marchandises. La porte de leur structure coopérative était toujours ouverte, son contrôle démocratique régi par le sacro-saint principe d'« un homme, une voix » et la rémunération de ses membres à la fois limitée et proportionnelle au volume de leurs achats, et non pas à celui de leurs parts au capital. Ces principes constituent aujourd'hui encore la base fondamentale de toute structure coopérative digne de ce nom. En outre, le modèle de Rochdale ouvre également à d'autres perspectives intéressantes à partir de la richesse collective et de la capacité financière ainsi mobilisées : l'extension du négoce accessible et sans intermédiaire à toutes sortes de produits, la construction de logements sociaux susceptibles d'améliorer les conditions de vie des membres, le développement d'autres activités communes de production dans différents domaines, y compris dans le domaine agricole, voire encore la mise sur pied d'expériences éducatives valorisant les idées coopératives.

La rencontre historienne et mémorielle de La Fraternelle de Saint-Claude du 29 novembre dernier était d'autant plus à saluer qu'elle permettait en même temps de nous rappeler ce qu'avait été l'École dite de Saint-Claude dans l'histoire de la coopération[3]. Avec l'expérience emblématique de la verrerie d'Albi, mais en se référant aussi sans cesse aux réalisations pionnières du Vooruit de Gand et de la Maison du Peuple de Bruxelles, les pratiques de La Fraternelle jurassienne ont en effet correspondu à une véritable coopération socialiste : maintien à l'entreprise et à son fonds social de la totalité des bénéfices, socialisation de ces profits sous la forme d'assurances maladie et vieillesse, etc. En outre, la structure était ouverte à la vente publique à tous de biens de consommation et s'intéressait à des formes de production notamment avec des diamantaires locaux. À la fin du XIXe siècle, lorsque le socialiste Henri Ponard est finalement parvenu à modifier les statuts de la coopérative sanclaudienne dans ce sens, ses adversaires lui avaient opposé le risque d'une désaffection des membres. Mais celle-ci n'a pas eu lieu, peut-être sous l'effet

3 À ce propos, voir Alain Mélo, *Une Maison Pour Le Peuple à Saint-Claude, Jura, 1880-1940*, Saint-Claude, Éditions de La Fraternelle, 1995.

d'une éducation politique que l'École de Saint-Claude avait également placé au cœur de ses pratiques.

Les discussions de Saint-Claude de novembre 2008 ont mis plus particulièrement deux questions en évidence. La première, de nature archivistique, concernait à la fois l'abondance des sources potentiellement disponibles dans le domaine coopératif et les risques encourus quant à leur conservation faute de sensibilité, mais surtout faute de moyens. La seconde portait sur une actualité préoccupante qui a vu par exemple la Coopérative des Adhérents à la Mutuelle des Instituteurs de France (la CAMIF) se retrouver en faillite alors même que l'économie réelle entrait dans une phase de crise aiguë des plus préoccupantes. Des militants de la coopération ont ainsi considéré à ce propos qu'une telle faillite constituait le triste résultat d'une mise à distance de leurs idéaux d'origine par des structures progressivement entraînées dans des logiques marchandes qui ne pouvaient que provoquer leur chute. Cependant, une telle disparition est d'autant plus déplorable que la situation économique génère d'énormes besoins sociaux qui redonnent en quelque sorte un sens, voire une nécessité, à l'œuvre de la coopération. En outre, les enjeux de la coopération se situent toujours simultanément à plusieurs niveaux, entre d'une part un certain potentiel d'utopie et d'imaginaire, et d'autre part un pragmatisme qui a rendu possible les quelques réalisations concrètes que nous pouvons évoquer aujourd'hui.

L'histoire de la coopération pose ainsi toutes sortes de questions. Elles concernent par exemple les illusions d'une résistance sociale sans rupture politique dans le système même qui produit l'oppression des subalternes, fussent-ils coopérateurs. Ou les risques d'une profonde intégration dans un système économique qui n'est pas naturellement porté à favoriser ce genre de solidarités. Mais il nous faut bien convenir que la richesse de toutes ces idées et de ces diverses initiatives du passé en matière d'organisation collective et d'économie sociale mériterait sans doute d'être beaucoup mieux connue et analysée au moment où toutes les recettes strictement néolibérales qui ont dominé nos sociétés ces dernières années ont définitivement fait la preuve de leur nocivité.

Le Musée social de Paris — Centre d'étude, de documentation, d'information et d'action sociale

Installée dans un palais proche de l'Assemblée nationale française, cette structure, sorte d'« antichambre de la chambre », est avant tout une bibliothèque. En effet, contrairement à ce que laisse entendre son appellation, il ne s'agit pas d'un musée qui aurait des collections à présenter ou un contenu à donner à voir. Ledit Musée social remonte à 1895. C'est une fondation privée qui avait pour

tout premier projet de conserver les documents d'économie sociale de l'Exposition universelle de 1889. C'est ainsi que des réformateurs sociaux comme Jules Siegfried, le père des habitations à bon marché, ou surtout le comte de Chambrun, s'y sont retrouvés. Pour eux, dès lors qu'il y avait bien une question sociale qui se posait, il fallait l'étudier et tenter de la résoudre. À ce titre, le Musée social a notamment joué un rôle de conseil et de ressources documentaires pour encourager la fondation de structures coopératives. Actuellement, la fondation joue également un rôle de lieu de formation destiné à des travailleurs sociaux. La bibliothèque, qui est d'une grande richesse, comprend environ 120000 volumes. Sa gestion est de caractère privé et de plus en plus professionnalisée. Elle conserve toute documentation susceptible d'aider au développement d'une histoire sociale des subalternes.

http://www.cedias.org/dossiers/dossiers.php?id_dossier = 17

Le Familistère de Guise

Cette structure, c'est d'abord un lieu, une vaste cité construite à partir de 1858 à côté de la fameuse manufacture-fonderie Godin. Le familistère n'est toutefois pas une cité ouvrière. C'est une application de la théorie du phalanstère de Charles Fourier et de son association coopérative du capital et du travail. Mais Jean-Baptiste Godin est resté constamment critique à l'égard de la doctrine de Fourier. Ce qui fait que cette cité est en fin de compte un lieu incomparable, inclassable, un non-lieu idéologique : ce n'est ni de la pure vie ouvrière, ni du patronage, ni du compagnonnage, ni de la mutualité, ni de la philanthropie. Ce n'est donc pas non plus un lieu de la mémoire ouvrière en tant que telle ; mais c'est d'emblée un phare, un lieu d'expérimentation sociale que l'on vient voir, parfois de très loin. Son tout premier principe consistait à faire passer, autant que faire se peut, le capital aux mains de ceux qui travaillaient et habitaient sur place. Il s'agissait d'une entreprise de référence dans le domaine des appareils de chauffage. Quant aux 1000 à 2000 habitants de son Palais social, il s'agissait de familles ouvrières, toutes attachées à la manufacture. Plus tard, en 1968, cette entreprise coopérative s'est interrompue dans l'indifférence générale. Elle a alors été rachetée par des privés qui ont ensuite vendu les principaux édifices de service du familistère à la ville de Guise et chacun des appartements du Palais social à des particuliers, dont certains de ceux qui étaient déjà sur place. Cette gigantesque copropriété est toutefois demeurée une structure de logements très singulière, avec 50 % de surfaces communes. Et il a encore fallu la réorganiser pour pouvoir la sauver, tant le bâti collectif se dégradait. Une récente décision

départementale a ensuite permis de valoriser ce patrimoine de plusieurs hectares, que l'on peut désormais visiter partiellement.

http://www.familistere.com/site/index.php

Le Musée virtuel de la Mutualité française

La Mutualité française, qui existe depuis 1852, est une très vaste institution qui a produit beaucoup de littérature grise. Elle a essentiellement œuvré dans le domaine de l'assurance-maladie. Mais ce qui lui est spécifique en France, c'est le fait qu'une fédération nationale ait été créée en 1902. Cette histoire est restée longtemps mal connue. Il a fallu attendre les années 1980 pour que des historiens s'y intéressent. Lors d'un colloque de 1983, une opération-patrimoine a enfin été lancée pour faire travailler des historiens sur les sources disponibles. Une enquête menée dans les organismes mutualistes s'est alors révélé des plus fructueuses. Mais un problème d'organisation de ces archives s'est ensuite posé. Cette situation a pour l'instant débouché sur la création sur le web d'un musée virtuel de la Mutualité française qui permet à la fois de stimuler la conservation des archives et de faires circuler les informations.

http://www.musee.mutualite.com/musee/musee-mutualite.nsf/windex

Quelques ouvrages de référence récents sur divers aspects de la coopération

Jean-François Draperi, *Godin, inventeur et l'économie sociale. Mutualiser, coopérer, s'associer,* Valence, Les Éditions REPAS, 2008, 193 pages.
Michel Lallement, *Le travail de l'utopie. Godin et le familistère de Guise,* Paris, Les Belles-lettres, 2009, 511 pages.

L'ouvrage de Jean-François Draperi décrit l'œuvre du manufacturier Jean-Baptiste Godin, avec son Familistère coopératif presque centenaire (1870-1968), dans des termes plutôt élogieux. Présentée comme une alternative non-violente à l'utopie marxiste, l'économie sociale de l'industriel réformateur de Guise apparaît dans cet ouvrage sous des traits relativement modernes par le fait qu'elle inclut toutes les dimensions de la perspective coopérative : mutualité, consommation, production et habitat.

La riche biographie de Jean-Baptiste Godin que livre Michel Lallement rend compte pour sa part de cet itinéraire singulier d'un grand patron de manufacture qui a mis sur pied une expérience interclassiste de démocratie industrielle et d'économie sociale. Cette association du capital et du travail, qui restait tout de même maîtrisée

dans les faits par le capital, a ainsi donné lieu à une expérience hors du commun dont il reste d'imposantes traces matérielles aujourd'hui. Mais l'ouvrage, très approfondi, ne cède à aucune complaisance et rend compte des contradictions du personnage et de son œuvre. Elle a suscité des conflits et était sans doute moins novatrice sur le lieu de travail, même si la condition ouvrière y était relativement favorable, que dans les lieux de vie et d'éducation qui ont caractérisé le Palais social du familistère, quelle que soit par ailleurs l'ambiguïté du contrôle social qu'ils impliquaient.

Patricia Toucas, sous la direction de Michel Dreyfus, *Les coopérateurs. Deux siècles de pratiques coopératives,* Paris, Les Éditions de l'Atelier, « Collection Jean Maitron », 2005, 431 pages.

Cet ouvrage de référence propose une utile synthèse de l'histoire du mouvement coopératif français, un dictionnaire des structures coopératives, ainsi qu'une riche série de notices biographiques. Il nous dresse par ce biais un tableau pertinent de cette mouvance si complexe, de ses acteurs et de ses nombreuses réalisations. On y trouve par exemple un portrait d'Agricol Perdiguer (1805-1875) qui rappelle les liens entre le compagnonnage et la coopération ; ainsi qu'une notice sur Charles Gide (1847-1932), l'une des principales figures du mouvement coopératif en France. Ce bourgeois protestant a lutté à la fois pour l'unité du mouvement coopératif et pour son développement dans toutes les strates de la société : consommation, production et agriculture. Très actif dans l'enseignement supérieur, il nous a laissé une œuvre scientifique considérable sur l'économie sociale.

En fin de compte, cette publication collective sur la coopération française présente un caractère plutôt éclaté qui est bien le reflet de la complexité du mouvement économique et social dont elle traite. Mais sa lecture est indispensable pour qui cherche à mieux connaître cette mouvance.

Nathalie Brémand, *Les socialismes et l'enfance. Expérimentation et utopie (1830-1870),* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, 365 pages.

Ce livre évoque des réalisations expérimentales du milieu du XIXe siècle, proches à bien des égards de la dimension coopérative, mais aussi à caractère socialiste, dans le domaine de l'éducation de l'enfance. À travers diverses expériences d'éducation mutuelle, on y retrouve notamment les réalisations éducatives de quelques fleurons de l'expérience coopérative comme le familistère de Guise. Le thème central du livre porte cependant sur le statut de l'enfance tel que les théoriciens du socialisme et les utopistes de cette époque l'ont conçu. Il comprenait une part d'instrumentalisation, au service d'une cause dont les bambins devenaient malgré eux les principaux vecteurs, mais aussi un potentiel d'émancipation par la confiance dont les enfants étaient en même temps l'objet de la part de ses initiateurs.

À PROPOS D'UN LIVRE

André Rauber, *Léon Nicole. Le franc-tireur de la gauche suisse (1887-1965)*, préface de Claude Torracinta, Genève, Slatkine, 2007, 357 pages.

MARC VUILLEUMIER

Léon Nicole a déjà retenu l'attention des historiens. Mais c'était dans le cadre d'études sur le 9 novembre 1932 ou sur le gouvernement à majorité socialiste (1933-1936). Ajoutons-y les recherches de Pierre Jeanneret sur la scission de 1939 et sur son grand-père, Maurice Jeanneret-Minkine, collaborateur de Nicole, ainsi que le travail de Luc van Dongen sur le souvenir laissé par le tribun.

L'auteur de cette première biographie d'un leader qui a profondément marqué l'histoire de la gauche en Suisse romande avait déjà rencontré Nicole dans son *Histoire du mouvement communiste suisse* (Genève, Slatkine, 1997 et 2000). D'où d'inévitables redites, qui ne nuisent pas à la lecture de la biographie. Ancien journaliste et rédacteur de la *Voix ouvrière* de 1970 à 1988, Rauber n'a pas connu directement Nicole, mais a fréquenté nombre de ses anciens collaborateurs, devenus ses adversaires. Cette transmission orale, l'auteur a su l'utiliser d'une manière critique, en s'appuyant, comme il l'avait fait pour son ouvrage précédent, sur des dépouillements de la presse et des archives fédérales. On connaît l'état déplorable des archives cantonales de Genève. Quant aux documents personnels de Léon Nicole, son fils Pierre nous avait affirmé que sa mère, lors de la maladie de son mari, en une réaction inconsciente contre la politique dont elle avait tellement souffert, avait détruit tous les papiers s'y rapportant. Rauber a encore utilisé d'autres fonds, dont les photocopies des pièces concernant le Parti communiste suisse dans les archives de l'Internationale communiste, effectuées par le Parti suisse du travail dans les années 1987-1989, dont il existe deux jeux : au secrétariat de ce parti, à Genève, et à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne. Il s'agit donc d'un travail sérieux et consciencieux, où les sympathies du militant n'altèrent en rien son sens critique.

Les grandes lignes de la biographie sont suffisamment connues de nos lecteurs pour que nous nous abstenions de les résumer. Relevons pourtant que, comme le note le préfacier, il s'en dégage « le portrait contrasté et beaucoup plus nuancé qu'on ne l'imagine de cet homme complexe ». L'ouvrage ne répond certainement pas à toutes les questions et son auteur en est bien conscient ; mais il a le mérite de dresser une première esquisse et de fournir un cadre indispensable à

des recherches ultérieures. Essayons donc de dégager quelques pistes sur lesquelles il nous semble que les historiens devraient se lancer.

Un détail tout d'abord. En Suisse comme ailleurs, l'extrême droite cherchait à dévaloriser ses adversaires en les accusant de dissimuler leur identité réelle sous un nom d'emprunt. Ainsi le véritable nom de Nicole aurait été Nicoulaz. Pierre Nicole nous avait assuré qu'il s'agissait d'une affabulation de Géo Oltramare. Or, Rauber, qui a consulté des registres d'état civil, relève que le grand-père de Léon, «François Nicoulaz», avait émigré à Genève où était né son fils, «François Albert Nicole ou Nicoulaz». Ce dernier est retourné plus tard à Montcherand, où naîtra Léon, pour y reprendre l'exploitation de la ferme familiale. Léon, lui, s'est toujours appelé officiellement Nicole. Bien que la polémique onomastique des années 1930 soit bien oubliée, il faudrait établir quand s'est effectué le changement de patronyme.

Venons-en à des domaines plus importants, dans la période antérieure à 1932. C'est sans doute la moins connue et, si Rauber apporte des éléments oubliés ou nouveaux, il est loin d'épuiser le sujet et d'en dégager toutes les problématiques. D'autant plus qu'il ne lui consacre qu'une part restreinte de son livre. On ne saurait le lui reprocher, car il ne pouvait guère s'appuyer sur des travaux antérieurs. Son mérite est d'avoir tenté pour la première fois d'aller plus loin que le récit fait par Nicole lui-même de ses activités entre 1911, son arrivée à Genève, et 1919. Bien qu'ayant adhéré au Parti socialiste en 1909 à Bâle, il ne semble pas y avoir joué un rôle; il est essentiellement un syndicaliste, et Rauber a retrouvé quelques traces de lui dans les archives de la Fédération suisse des employés PTT. Ses activités, sa défense des postillons, exploités par des entrepreneurs privés auxquels les PTT concédaient leurs transports hippomobiles, lui ont probablement montré l'importance de l'action politique. C'est en effet à la suite de ses démarches à Berne et auprès de divers conseillers nationaux qu'il réussit à soustraire les postillons à leurs exploiteurs en les faisant intégrer au personnel postal. Citons d'ailleurs ses propos devant le juge d'instruction militaire, au lendemain de la grève générale: depuis la scission du Parti socialiste genevois, en 1917, «je me suis retiré complètement du mouvement politique et mon activité s'est portée sur le mouvement syndical où, à mon avis, les questions sont toutes pour elles-mêmes sans se préoccuper des personnalités de tel ou tel politicien». Depuis 1916, ajoute-t-il, il est secrétaire bénévole de l'Association suisse des postillons et, depuis 1917, membre du comité central de la Fédération suisse des employés postaux. S'il a soutenu la grève générale, il s'était opposé, auparavant, à la grève de protestation du 9 novembre, organisée par le Comité d'Olten dans les 19 principales villes du pays. «J'ai été

opposé à la grève de protestation (une lettre adressée au président du comité d'action ouvrier, M. Nicolet, en fait foi)». Au contraire, la grève générale des 11-14 novembre 1918 lui a semblé indispensable. «J'ajoute avec force que cette attitude a été dictée par mon souci très grand de faire acte de solidarité à l'égard de nos collègues cheminots en grève à ce moment-là [...], de mon souci très grand également de voir ce mouvement ouvrier se développer dans le calme et dans l'ordre; j'estime en ce moment encore que la participation du personnel fédéral à la grève du 11 au 14 novembre a été un élément d'ordre. Mes idées politiques actuelles, je les ai puisées essentiellement dans les ouvrages du Dr. Ragaz, qui ne passe pourtant pas pour un révolutionnaire».

C'est sans doute lors de son séjour à Bâle, que Nicole aura entendu parler du professeur de théologie Leonhard Ragaz; a-t-il connu sa revue, *Neue Wege*? A-t-il lu *Die neue Schweiz,* parue en mars 1918? Il est certainement sincère même si, derrière les propos que lui attribue le procès-verbal, se discerne la volonté de contredire la vision largement répandue d'une grève due aux menées des bolchéviks.

La scission du Parti socialiste genevois se résorbe avec l'isolement de Jean Sigg. En même temps, on l'a dit, l'expérience syndicale de Nicole lui montre que l'action politique en est le complément nécessaire. En 1919, il devient conseiller national puis député au Grand Conseil. Manque un outil indispensable: un journal. Ce seront *La Voix du Travail,* hebdomadaire devenu, en 1922, le quotidien *Le Travail.* Nicole abandonne alors ses responsabilités syndicales pour devenir l'homme politique et le journaliste qu'il demeurera jusqu'à la fin.

Bien que les grandes lignes de ce processus soient bien dessinées par Rauber, il faudrait en analyser de plus près le développement, qui aboutit à une véritable et durable transformation du mouvement ouvrier et socialiste à Genève. Car toute l'histoire de ces années-là est encore mal connue; et pourtant c'est à ce moment que s'affirme la personnalité de Nicole et que s'établit son emprise sur le parti. Quelles sont alors ses relations avec Emile Nicolet, l'autre figure dominante du mouvement ouvrier genevois? Des témoignages indirects font état d'une rivalité naissante à laquelle la mort du second, en décembre 1921, mettra fin.

D'autre part, si Nicole domine de plus en plus le parti à Genève et, dans une moindre mesure à Lausanne, il serait utile d'analyser de près comment se constitue peu à peu cette hégémonie qui, toutefois, se heurtera à une partie des syndicats. Cette opposition, trop souvent ramenée au conflit politique Nicole-Charles Rosselet (ce dernier mériterait une biographie un peu mieux documentée et plus critique que l'hagiographie qui lui a été consacrée), devrait

prendre en compte l'évolution des pratiques syndicales, sans oublier les interventions des directions nationales, celles des fédérations et celle de l'USS. Dans quelle mesure se sont-elles modifiées par rapport à 1918-1919? Quelles étaient les causes des tensions entre la majorité du Parti socialiste genevois et certains syndicats?

À partir de 1919, le champ dans lequel s'exerce l'action de Nicole s'élargit considérablement; son réseau de relations s'étend à de nouveaux milieux, en Suisse et à l'étranger. En 1920, Genève devient le siège de la SdN. Les correspondants de la presse socialiste et communiste en suivent les sessions et les conférences. La formation temporaire de gouvernements socialistes dans certains États, la participation socialiste minoritaire en d'autres amènent officiellement des délégués gouvernementaux socialistes à Genève. Pour faciliter les contacts entre eux et avec les socialistes genevois, un Foyer socialiste international s'est constitué. Des leaders de différents pays y prennent la parole. En 1934, Nicole y présentera l'action du Conseil d'État à majorité socialiste, bien que la tendance du Foyer soit plutôt modérée. Un travail fondé sur les papiers de cette association, conservés à la Bibliothèque de Genève (fonds Alexandre Berenstein), et sur un minutieux dépouillement de la presse nous apporterait sans doute du nouveau sur cette Genève internationale socialiste complètement méconnue.

En tant que journaliste, Nicole suit les activités de la SdN et entretient des relations avec les socialistes étrangers présents à Genève. C'est ce terreau qui nourrit pour une large part ses chroniques du *Travail*. On pourrait relever à travers elles les contacts du journaliste. L'aboutissement de son évolution politique incite à relever rétrospectivement toutes ses appréciations sur l'Union soviétique. Et Rauber note l'influence qu'ont pu avoir ses rencontres avec Sokolnikov et Litvinov (1924). Certes, mais elles ne représentent qu'une partie de ses contacts internationaux. Et l'on peut se demander si, plus qu'une influence soviétique, ce ne sont pas les réactions de Nicole aux politiques suivies par les socialistes des pays où ils participaient au pouvoir qui ont déterminé son évolution personnelle.

Nicole avait été délégué au congrès constitutif de l'Internationale ouvrière socialiste (IOS), à Hambourg, en 1923; il avait soutenu l'adhésion à celle-ci du PSS, adhésion tardive, en 1926, qui se proposait d'y défendre les principes de la gauche socialiste, au premier rang desquels le refus de la défense nationale. Or plusieurs partis de l'IOS, quand ils participaient au gouvernement de leur pays, prenaient des positions peu compatibles avec ces principes, voire même en contradiction avec la politique de l'IOS. Cela se remarquait tout particulière-

ment lors des réunions de la SdN, ce que ne manquait pas de relever le *Travail*. Ce fut particulièrement le cas lors de la conférence du désarmement de 1932, où Nicole dénonça les discours «diplomatiques» des socialistes qui y siégeaient: Henderon, le président de la conférence, et Vandervelde. Aux mystifications de la SdN, partagées par les socialistes gouvernementaux, il opposait l'action des masses ouvrières et organisait un meeting pour dénoncer la comédie du désarmement.

Autre point de désaccord, les pratiques de la social-démocratie allemande. Sa politique du «moindre mal», sa ligne de «tolérance» à l'égard du gouvernement Brüning, ses compromissions qui aboutirent au désastre de 1933 furent l'objet de nombreuses critiques. C'est par réaction à ces manquements du socialisme européen que Nicole prit une attitude de plus en plus favorable au front commun avec les communistes et au soutien à l'Union soviétique. C'est aussi ce qui l'amena à nouer des relations avec les socialistes de gauche d'autres pays: Fenner Brockway, Jean Zyromski, Gertrud Düby, K. Rosenfeld, Pietro Nenni... Cela sans jamais envisager une scission; il entendait, en accord avec ceux qui partageaient ses vues, en différents pays, travailler à l'intérieur de l'IOS à une orientation plus ferme et plus combative du socialisme. D'où les accusations d'inconséquence et de double jeu lancées par les communistes à son égard.

Sa perception du fascisme mériterait également une recherche. Loin d'y voir, comme Vandervelde et d'autres dirigeants de l'IOS, un phénomène limité aux pays peu industrialisés de l'Europe du sud, Nicole discerna très vite les dangers de contamination même pour les pays les plus développés. D'où l'importance accordées à toutes les manifestations antifascistes et l'ouverture du *Travail* aux militants italiens, P. Nenni entre autres. En 1932, par exemple, le journal publiera en feuilleton le *Mussolini diplomate* de Gaetano Salvemini.

Les positions de Nicole coïncidaient souvent avec celles de Robert Grimm, qui siégeait à l'exécutif de l'IOS. Il serait intéressant de suivre de près les relations entre les deux hommes, dont les chemins divergeront par la suite.

Écrire une biographie de Nicole insérée dans l'évolution et les problématiques du socialisme entre 1918 et 1939 serait sans doute prématuré. En revanche, il serait souhaitable d'entreprendre des études partielles sur les points que nous avons mentionnés. Études partielles quant à leur sujet, mais menées méthodiquement par une exploitation aussi complète que possible des sources disponibles, au premier rang desquelles figure la presse.

Marc Vuilleumier